

**Déclaration conjointe de la CIDSE et de ACT Alliance EU**  
**Appel à la protection des défenseurs des droits humains**  
**et des organisations de la société civile palestiniens**

18/11/2021

Le 19 octobre, le ministère israélien de la Défense a désigné six organisations palestiniennes de défense des droits humains et de la société civile comme des "organisations terroristes", ce qui a été à son tour suivi d'un ordre militaire le 7 novembre par le commandant militaire israélien en Cisjordanie occupée, rendant les activités de ces six organisations illégales en Cisjordanie.

La CIDSE et ACT Alliance EU condamnent fermement cette désignation. Parmi les organisations visées figurent Al Haq et Defense for Children International-Palestine, partenaires de la CIDSE et de ACT Alliance EU, ainsi qu'Addameer, l'Union des comités de femmes palestiniennes, le Centre Bisan pour la recherche et le développement et l'Union des comités de travail agricole.

Nos partenaires palestiniens ont travaillé sans relâche en première ligne pour maintenir les Palestiniens sur leurs terres et protéger leurs droits humains en documentant les violations du droit humanitaire international et des droits humains. Leur travail vital est maintenant criminalisé, leur personnel risque d'être arrêté, leurs bureaux fermés, leurs fonds gelés et leurs biens confisqués.

La CIDSE et ACT Alliance EU sont également profondément troublées par les dernières informations selon lesquelles les téléphones de plusieurs membres du personnel des organisations ont été piratés par le logiciel espion Pegasus du [groupe israélien NSO](#), une société de surveillance qui figure désormais sur la liste noire du gouvernement américain pour avoir ciblé des activistes de manière malveillante. Ce piratage constitue une violation du droit du personnel à la vie privée et à la sécurité personnelle, et porte atteinte à son droit à la liberté d'expression.

Pendant des années, ces organisations ont fait l'objet de campagnes de diffamation et d'accusations de liens avec des organisations terroristes afin de délégitimer leur travail, sans que des preuves substantielles ne viennent étayer leurs affirmations. Cette dernière décision, sans précédent, est le point culminant des efforts visant à saper, réduire au silence et effacer les défenseurs des droits des Palestiniens et la société civile en général. À plusieurs reprises, l'UE a publiquement réfuté ces accusations portées contre les organisations palestiniennes de défense des droits humains : la [délégation de l'UE en Israël](#), la [VP/HR Mogherini](#) et récemment, aussi la [Commission européenne](#). Dans une [déclaration commune](#), 16 rapporteurs spéciaux et experts de l'ONU nous rappellent que « ces organisations de la société civile sont les lanceurs d'alerte des droits humains, nous alertant sur les schémas de violations, rappelant à la communauté internationale ses obligations de garantir la responsabilité, et offrant une voix à ceux qui n'en ont pas. »

La CIDSE, ACT Alliance EU et ses membres continueront à soutenir et à défendre leur travail essentiel. Rappelant [l'engagement de l'UE](#) à soutenir et protéger les défenseurs des droits humains, la CIDSE et ACT Alliance EU exhortent l'UE et les États membres, en particulier ceux qui ont des partenariats de longue date avec ces organisations palestiniennes, à adopter une position de principe et à prendre des mesures urgentes au-delà des déclarations en :

1. Dénonçant cette désignation et en demandant au gouvernement israélien de la révoquer immédiatement ;
2. Exprimant leur solidarité et réaffirmant leurs partenariats et leur confiance dans les organisations palestiniennes ciblées ainsi que dans la communauté plus large des droits humains dans le territoire palestinien occupé ;
3. Surveiller activement les abus et protéger les organisations et leur personnel des implications que cette décision peut avoir sur leur travail et leur sécurité.